

Merci à RPI
pour le partage de ses copies
pour le site devenez-fonctionnaire.fr

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Contrôleur des Finances publiques

Pour l'emploi de : Externe

Épreuve n° : 3

Matière : Anglais

Date : 16/01/2023

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

Comment le combat climatique de la Nouvelle-Zélande menace sa terre fermière iconique

Gisborne, Nouvelle-Zélande - Station Horehore, une ferme de moutons et de poulets, s'étend sur 4000 hectares au Nord de l'île de Nouvelle-Zélande.

Il s'agit d'une terre fertile, malgré les paysages rugueux. Cependant, ce ne sera bientôt plus une ferme.

John Hindrup, le propriétaire des terres, qui l'a achetée pour 1,8 millions de dollars néo-zélandais en 2013, l'a vendue 13 millions de dollars néo-zélandais ou 8,2 millions de dollars américains. Le malheur des uns fait le bonheur des autres, puisque les fermes ont été remplacées par une nouvelle activité lucrative en Nouvelle-Zélande : des investisseurs forestiers vont recouvrir la propriété d'arbres, ce qui leur octroiera des revenus, par l'absorption de CO₂ dans l'atmosphère.

M. Hindrup, 67 ans, a déclaré à propos de sa terre dont la valeur a grimpé en flèche : « Si vous m'aviez dit ça il y a deux ans, je ne vous aurais pas cru ».

La lutte contre la pollution via les fermes est devenu un élément essentiel dans la politique de neutralité carbone pour 2050, en Nouvelle-Zélande. Sous l'influence d'un programme de

commerce basé sur un marché d'émissions carbonées, les entreprises émettant de façon intensive du carbone doivent acheter des crédits pour propager leurs émissions. Beaucoup de ces crédits sont achetés aux propriétaires de forêts. De plus, au fur et à mesure que le prix des crédits a grimpé, les investisseurs forestiers ont plus hâte à dépecer pour acquiescer des ranges.

Le programme commercial des émissions est le plus puissant outil de la Nouvelle-Zélande pour réduire les gaz à effet de serre. Néanmoins, la perte des fermes au profit de la chasse au carbone pourrait menacer une de ses plus iconiques industries et changer la face de ces terres rurales idylliques. Les fermiers et agriculteurs experts ont exprimé des doutes sur le fait que les fermes d'élevage puissent prospérer, alors même qu'elles constituent un élément majeur des exportations du pays, et l'un des principaux employeurs pour de nombreuses personnes.

Keith Woodford, professeur honoraire des systèmes d'agriculture et de mericulture à l'université Lincoln en Nouvelle-Zélande, également consultant industriel, a déclaré que « nous assistons à une transformation de l'utilisation de la terre comme nous n'en avons jamais vue ces 100 dernières années ». « C'est un grand changement concernant notre utilisation de la terre, et nous devons nous assurer que c'est bien ce que nous voulons ».

Dès à présent, le nombre de terres fermières vendues au profit d'intérêts forestiers s'est envolé. De nombreuses ventes ont été effectuées au profit d'étrangers situés par exemple en Australie, en Malaisie ou aux États-Unis. En 2017, les fermes élevant des boeufs et des moutons vendues en totalité au profit de l'industrie forestière a représenté environ 12 000 hectares, selon un rapport. Deux ans plus

tard, ce chiffre était de 90 000, et malgré la baisse des ventes au début de la pandémie, elles sont censées avoir augmenté en 2021.

Les ventes de terres ont cru en même temps que le triplement du prix des crédits-carbones durant ces trois dernières années, atteignant 80 dollars néo-zélandais. L'augmentation révèle un déséquilibre entre la demande et l'offre en crédits car les émissions de la Nouvelle-Zélande demeurent importantes, tout comme l'influence des spéculateurs qui envisagent de voir le prix des crédits grimper, tant que le pays est confronté au besoin de s'engager de la politique climatique pour atteindre ses objectifs.

Le New York Times,
Du 1^{er} août 2022